

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **L'Itinera Institute, think-tank indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables, présente son Mémo du Nouvel An 2009.**

Au cours de ces derniers jours, de nombreuses discussions politiques ont eu lieu sur les arrangements politiques. L'Itinera Institute se focalise plutôt sur le contenu de la politique et des réformes, et présente sa **vision sur les priorités politiques du tout nouveau Gouvernement Van Rompuy I**. Nous faisons des recommandations concrètes sur des choix de politique audacieux qui s'imposent par ou suite à de pénibles circonstances.

L'Itinera Institute souhaite à la nouvelle équipe dirigeante perspicacité, conviction, courage et cohésion pour 2009.

#### **1. Les quatre plaies du gouvernement Van Rompuy I**

Ce gouvernement connaît le départ le plus difficile depuis 25 ans.

#### **2. Une politique de relance efficace**

Pourquoi la politique de relance actuelle n'est pas bonne et comment peut-elle être améliorée.

#### **3. Un système de pensions meilleur et plus moderne**

Ni les pensions légales, ni les pensions complémentaires ne sont appropriées. Ce gouvernement doit agir au plus vite.

#### **4. Des pouvoirs publics performants**

Une chance unique pour de meilleurs pouvoirs publics, avec le gouvernement fédéral comme modèle.

#### **5. Un marché du travail robuste et visionnaire**

Recourir à nouveau à l'emploi public et aux prépensions, comme en 1970-80, cela ne fonctionnera pas cette fois. Que faire alors?

#### **6. Un redressement budgétaire et une nouvelle politique budgétaire**

Le « Deficit spending » sur le dos de la génération suivante est exclu.

#### **7. Un secteur financier créateur de richesse**

Les marchés financiers ont effectivement échoué. Par quoi le gouvernement doit-il les remplacer ?

#### **1. Les quatre plaies du gouvernement Van Rompuy I**

Le gouvernement Van Rompuy I a la position de départ la plus difficile depuis plus de vingt-cinq ans : une crise financière aux proportions mondiales, le début d'une crise économique mondiale, la dernière législature avant que le vieillissement ne se fasse vraiment ressentir, et un nouveau paroxysme du disfonctionnement communautaire. Face aux défis financiers, socio-économiques et démographiques, une pacification communautaire doit permettre une gouvernance meilleure et plus efficace. . Stop à la politique d'annonces.

#### **2. Une politique de relance efficace**

Pour être efficace, une politique de relance doit être transparente, opportune, temporaire et effective. Les plans belges tels qu'ils existent actuellement ne répondent pas suffisamment à ces critères. Aligned

mieux les plans de relance aux différents niveaux politiques. Donnez la priorité aux mesures à effet immédiat dont l'efficacité économique est nette. Limitez les mesures de relance le plus possible dans le temps. Ne faites aucune politique d'annonces.

### **3. Un système de pensions meilleur et plus moderne**

Le paysage belge des pensions pose de gros soucis depuis de nombreuses années déjà. Le vieillissement de la population se rapprochant à toute allure rend tout retard inacceptable. La décision de réformer à fond le système des pensions ne peut plus tarder, rendant encore possible l'introduction graduelle là où celle-ci s'impose. Agissez sur trois fronts en parallèle: repoussez l'âge de la retraite légal et de fait, généralisez les pensions complémentaires et réduisez les écarts de pension entre les secteurs.

### **4. Des pouvoirs publics performants**

La crise du crédit a mené au grand retour de l'Etat, mais les pouvoirs publics belges doivent dès lors s'améliorer. Faites un saut de qualité vers l'avant. Le changement de générations dans les services publics fédéraux constitue l'occasion par excellence de se focaliser sur la qualité et l'efficacité dans un processus de transformation soutenu aussi par les services publics eux-mêmes. Pratiquez une politique d'exemple qui évalue et qui communique de façon objective l'impact, la qualité et l'efficacité, y compris dans le secteur des soins de santé. Réalisez enfin la décolonisation politique de l'administration publique.

### **5. Un marché du travail robuste et visionnaire**

Le gouvernement fédéral doit focaliser et tirer les leçons des politiques de crise du passé. L'heure de la vérité a sonné pour la culture de la préretraite. Mobilisez tous les niveaux gouvernementaux, tous les partenaires sociaux et tous les acteurs sur le terrain pour créer plus d'opportunités d'emploi pour les chômeurs, les nouveaux entrants sur le marché du travail et les travailleurs licenciés. Faites en sorte que le droit du licenciement soit prévisible, uniforme et multifonctionnel et que le pilier d' « activation vers l'emploi » gagne en importance. Construisez un nouveau consensus social sur la compétitivité et sur la modération salariale.

### **6. Un redressement budgétaire et une nouvelle politique budgétaire**

Le plan de relance doit être suivi de mesures d'économies nécessaires pour dégager les surplus dont nous avons besoin pour faire face au problème du vieillissement. Cet effort s'élève à au moins 3.700 euros par Belge actif. Le nouveau gouvernement fédéral doit restaurer l'art de la discipline budgétaire. Nous plaidons en faveur d'une vraie norme pour le niveau minimum du solde primaire. La norme de croissance des dépenses publiques pour les soins de santé doit devenir plus réaliste. La marge complémentaire peut en partie être dégagée grâce au changement démographique de génération au sein de la fonction publique.

### **7. Un secteur financier créateur de richesse**

L'Etat belge devra se retirer du secteur bancaire, mais pas avant que le problème de la prise de risques inefficace ne soit résolu et dès que la tempête financière ne soit calmée. La régulation a échoué et doit

donc être revue. Il est aussi important de garder une distance suffisante entre l'autorité de contrôle et le système bancaire. A terme, une autorité de contrôle au niveau européen est nécessaire. La Belgique peut jouer un rôle de précurseur en s'alliant aux Pays-Bas et au Luxembourg dans la création rapide d'une autorité de contrôle des banques au niveau du Benelux. Les systèmes de bonus et les structures des capitaux nécessitent également de nouvelles règles.

Vous pouvez trouver le texte complet, avec le développement concret et toutes les propositions de politique dans le **"Mémo de Nouvel An au Premier ministre Van Rompuy et au gouvernement Van Rompuy I: Priorités politiques 2009-2011"**.

**Contact:**

Marc De Vos

[marc.devos@itinerainstitute.org](mailto:marc.devos@itinerainstitute.org)

024120260

0498421188